

PREMIER DE MARCHE... BUREAU QUOTIDIEN... 100 RUE DE LA FORTIFICATION... 100 RUE DE LA FORTIFICATION... 100 RUE DE LA FORTIFICATION...

PREMIER DE MARCHE... BUREAU QUOTIDIEN... 100 RUE DE LA FORTIFICATION... 100 RUE DE LA FORTIFICATION... 100 RUE DE LA FORTIFICATION...

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, PRO ARIS ET FOCS

Seul Journal Français Quotidien au Sud NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 15 AVRIL 1897. Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS SEE PUBLISHED... 100 RUE DE LA FORTIFICATION... 100 RUE DE LA FORTIFICATION...

LE SYSTEME DES LEVEES. Des trois graves questions qui préoccupent le plus vivement l'opinion publique, en ce moment: la crise orientale en grec turc, l'insurrection cubaine qui peut, à un moment donné, provoquer des hostilités entre les Etats-Unis et l'Espagne, et la hausse extraordinaire du fleuve qui menace de ruiner une grande partie de la vallée du Mississippi, la plus intéressante pour nous est certainement la dernière. Nos biens, nos foyers, nos existences même et celles de nos familles sont plus ou moins menacés par la crue effrayante dont nous sommes les témoins, et qui laisse loin derrière elle toutes celles du passé. Il est reconnu, à l'heure qu'il est, que, chaque année, à l'époque des grandes eaux, le fleuve a constamment et de plus en plus haussé, à mesure qu'on l'a énergiquement encaissé entre deux immenses moles que l'on a élevés sur toute l'étendue de son parcours, à partir de sa source jusqu'à son embouchure. De là, les nombreuses et interminables discussions qui s'élevaient de toutes parts sur la valeur du système des levées, que les uns approuvent à l'outrance, et que les autres condamnent impitoyablement. Sans vouloir entamer sur ce sujet une polémique qu'il ne sied d'engager qu'aux hommes compétents, aux hommes du métier, on peut cependant affirmer, que les résultats des épreuves auxquelles le système a été soumis, depuis une vingtaine d'années, paraissent plutôt tourner à son honneur que de le discréditer. D'un côté, les inondations sont moins fréquentes; de l'autre, les levées résistent davantage aux assauts du fleuve. Ce qui se passe notamment récemment beaucoup à une victoire de nos ingénieurs sur le terrible Père des Eaux qui exerçait autrefois de si effroyables ravages sur toute l'étendue de son parcours. Assurément le triomphe n'est pas complet; mais il n'y a plus là, semble-t-il, qu'une affaire de temps et de jours d'hâi, on peut prévoir l'époque prochaine où l'Amérique sera devenue le maître absolu du fleuve et se jouera de ses monstrueux caprices. Pourquoi pas? Les Pays-Bas ont remporté de bien autres victoires sur l'océan!

MM. Rouvier et Barbe faisaient partie du ministère. Le premier comme président du conseil, le second comme titulaire du portefeuille de l'Agriculture. Le baron de Reinach, qui était le plus grand dispensateur des libéralités du Panama, chargé Arton de négocier avec Barbe l'achat des consciences ministérielles. A cet effet, plusieurs entrevues eurent lieu entre Arton et Barbe et, en fin de compte, on conclut à la somme de 600,000 francs, qui devaient être remis à Barbe, comme moyen laquelles ce dernier assurait le concours du ministère. M. de Reinach avait promis de ratifier le marché et tout semblait devoir se passer au gré de la Compagnie de Panama, quand le ministère tomba avant d'avoir pu déposer le projet sur les valeurs à lots. Cet incident n'empêcha pas Barbe de réclamer à Arton les 600,000 francs promis. Ce dernier en référa au baron de Reinach qui s'empêtra, déclarant que la Compagnie ne devait rien, puisque le ministère n'avait rien pu faire pour elle. Nouvelle entrevue d'Arton et de Barbe. Ce dernier persista dans sa réclamation, affirmant qu'il a pris lui-même des engagements; que, par exemple, il a promis à Rouvier une grosse somme; allant enfin jusqu'à menacer, si on ne lui remet pas les 600,000 francs. Arton retourna auprès de Reinach et lui fit part des récriminations de Barbe. Comment, s'écria Reinach, Barbe a promis de l'argent à Rouvier? Mais j'ai donné moi-même 30,000 francs à Rouvier. Je n'ai plus d'argent, j'ai épuisé mes crédits. Ici, le juge fait remarquer à la commission d'enquête que les 30,000 francs remis par les soins de Reinach sont ceux qui figurent sur le chèque Thiérier, encaissé par Vlasto. Quoi qu'il en soit, après discussion entre Reinach et Arton, ce dernier propose d'envoyer lui-même à Barbe sur son crédit personnel la somme de 50,000 francs destinée à Rouvier et à laquelle celui-ci devait, d'après Barbe, bonifier ses prétentions. Et c'est ainsi, messieurs, que vous trouverez sur le carnet d'Arton, mais à titre d'indication seulement, les deux sommes de 50,000 francs, l'une obéissant à Thierree, provenant de Reinach, l'autre remise par Arton lui-même. Aussi cette dernière figure-t-elle seule sur l'agenda d'Arton que j'ai rapporté de Londres. Plus tard, pour en finir avec les réclamations de Barbe, le baron de Reinach a versé à Barbe les 500,000 francs qui faisaient l'appoint de la somme totale promise. Messieurs, le cas de M. Rouvier est peut-être le plus délicat, mais en même temps le plus intéressant de ceux qui sont soumis à mon examen. Vous voyez, par ce que je vous ai dit, que M. Rouvier n'a rien reçu directement d'Arton. Barbe, celui qui aurait remis la somme à Rouvier, est mort.

Je ne déceperai de ce que j'ai dit. Incidemment on peut de l'insurrection et certains documents qui m'ont été fournis par des perquisitions, notamment par une saisie chez M. Imbert, liquidateur, ont déjà fait ressortir à mes yeux des concordances de chiffres intéressantes, Juges-en. Reinach, dont la situation de fortune était devenue critique, eut, à un moment donné, l'audace d'engager contre Barbe une action en répétition. Or, la base de cette action fut précisément la réclamation de la somme de 600,000 francs qui avait fait l'objet des pourparlers Reinach, Arton et Barbe. An agent de Reinach laissa son assignation, il est probable qu'il ne se rappelait plus que 50,000 francs avaient été versés par Arton directement. Il faut croire que des rectifications postérieures furent faites, car la procédure ne porte plus ensuite qu'une somme de 550,000 francs. De plus, messieurs, comme il est presque impossible qu'une somme de 600,000 francs ne laisse pas de traces, j'ai cherché dans les papiers de la succession Barbe et j'ai trouvé l'indication d'une somme de 480,000 francs encaissée par Barbe. La différence entre cette somme et celle versée, tant par Reinach que par Arton, s'élève à 120,000 francs, qui constituent évidemment le montant des distributions faites par Barbe. D'après les déclarations de M. Le Poitevin, l'insurrection reproché à M. Henry Maret, qui fut le

rapporteur du projet de loi sur les valeurs à lots, d'avoir reçu 90,000 francs versés en deux fois, les quels figurent sur le carnet et sur l'agenda d'Arton. Arton a affirmé que le rapport avait été fait par M. Burdeau, d'après les données de la Compagnie de Panama. Le rapport aurait été ensuite déposé au siège de la Société où Arton est allé le prendre pour le remettre à M. Maret. Arton a dit avoir reçu ce rapport des mains de M. Fontane. Celui-ci aurait confirmé les déclarations d'Arton. Le cas de M. Thévenet a été raconté tout entier dans le rapport adressé par M. Le Poitevin au procureur général. M. Thévenet, sénateur, ancien ministre, figure sur l'agenda rapporté de Londres par le juge d'instruction français. Dans son rapport, le juge indique qu'à côté du nom de Thévenet, Arton a écrit la lettre R, qui signifie remboursé. Toutefois, M. Le Poitevin ajoute: qu'il lui appartient d'examiner dans quelles conditions ce prêt a été consenti par Arton. M. Le Poitevin a fait devant la commission, concernant les cas de MM. Antide Boyer et Julien, des déclarations à peu près conformes à celles qu'avaient données ces deux députés dans la presse et à la tribune. Cependant, en ce qui concerne M. Boyer, le juge a déclaré qu'il voulait lui demander compte de quelques inexactitudes de dates. Pour ce qui est de M. Clovis Hugues, le juge a dit qu'il lui suffirait de fournir quelques explications à l'instruction pour établir sa complète innocence. Au cours de son récit devant la commission parlementaire, le juge a dit que, depuis trois mois qu'il vit dans l'intimité d'Arton, il avait pu apprécier chez lui des qualités d'honnêteté relatives. C'est ainsi qu'il a remarqué le soin apporté par son client à innocenter certains hommes politiques dont les noms figurent sur les carnets. Par exemple, Arton a insisté auprès du juge pour lui faire comprendre que plusieurs députés n'avaient reçu d'argent que par la publicité de leur journal. En un mot, d'après le juge, Arton ne charge pas, il apporte même une certaine modération dans ses déclarations.

Revue des Deux Mondes. 15, rue de l'Université, Paris. SOMMAIRE DE LA LIVRAISON DU 15 AVRIL 1897. I. - Histoire, par M. André Luchet. II. - Le cas de M. de Montigny. III. - L'Éducation. IV. - Les questions de l'Académie française. V. - Les questions de l'Académie française. VI. - Les questions de l'Académie française. VII. - Les questions de l'Académie française. VIII. - Les questions de l'Académie française. IX. - Les questions de l'Académie française. X. - Les questions de l'Académie française. XI. - Les questions de l'Académie française. XII. - Les questions de l'Académie française.

NOUVEAUX DETAILS SUR L'AFFAIRE ARTON. LES DÉCLARATIONS DU JUGE. Nous donnons d'intéressants et nouveaux détails sur les déclarations de M. Le Poitevin devant la commission des poursuites de la Chambre: M. Le Poitevin a d'abord émis devant la commission des considérations générales sur l'affaire de Panama et plus particulièrement sur la façon dont avait été organisée la corruption dans les milieux parlementaires. A cet effet, la Compagnie avait formé un véritable syndicat duquel, d'après la déclaration de M. Le Poitevin, faisaient partie Arton, Barbe, Naquet, Burdeau, Maret, Saint-Martin, Vian et quelques autres. Dans ce syndicat, Burdeau jouait le rôle principal et les "conspirateurs" ont tenu chez lui une réunion dans laquelle ont été réglés les détails d'opérations que, dans ses lettres à Arton, Naquet qualifiait de "travail parlementaire". M. Le Poitevin a expliqué que M. Naquet figurait sur les carnets d'Arton pour une somme de 150,000 francs. C'est, a dit le juge, vers la fin de 1887 que le syndicat fonctionna le plus activement. Il s'agissait d'obtenir du gouvernement le dépôt sur le bureau de la Chambre d'un projet de loi autorisant la Compagnie de Panama à émettre des valeurs à lots.

Le Souge de Poitevin. M. Poitevin, on le sait, est le juge d'instruction devant lequel s'inscrit le procès d'Arton, à Paris. M. Poitevin, on le sait, est le juge d'instruction devant lequel s'inscrit le procès d'Arton, à Paris. M. Poitevin, on le sait, est le juge d'instruction devant lequel s'inscrit le procès d'Arton, à Paris.

Indices d'une rupture des relations diplomatiques entre la Grèce et la Turquie. Londres, 14 avril. — La "Gazette de St-James", faisant allusion aux troubles causés dans les îles Hawaii au sujet du débarquement des immigrants japonais, dit que si un conflit éclatait entre le Japon et les Etats-Unis ces derniers pourraient trouver dans la flotte japonaise un facteur de guerre difficile à mater.

L'opinion de la "Gazette de St-James". Londres, 14 avril. — Cette après-midi, le "Globe", la "Gazette de St-James" et le "Pall Mall Gazette" tournent en ridicule l'idée que la commission américaine du bimetallisme puisse obtenir un résultat pratique.

Explosion de grisou. Berlin, 14 avril. — Une dépeche d'Essen-sur-le-Rhin annonce que une explosion de grisou dans la mine d'Oberhausen.

Naufrage dans la Manche. Londres, 14 avril. — Pendant une tempête dans la Manche le vapeur anglais Mowbray, de 3036 tonneaux, en route pour les Indes, a été jeté à la côte près de St-Catherine's Point, île de Wight.

Les irréguliers Grecs à Grevens. Londres, 14 avril. — Une dépeche spéciale de Salonique, la base d'opérations des armées turques, dit que les irréguliers grecs ont réuni à Kavancar jusqu'à Grevens, ralliant les populations à leur cause et menaçant les communications des Turcs entre Ellassona et Janina.

La prise de Balino. Legona, Grèce, 14 avril. — Des rapports dignes de foi nous apprennent à Larina, établiement que les Irreguliers grecs se sont emparés de Balino, en Macédoine. Les turcs ont eu quarante hommes tués.

La famille noyée. Helena, Arkansas, 14 avril. — Une famille de nègres composée de sept personnes a été noyée à dix milles à l'ouest d'Helena. Sylvester Sanders, un tonnageur de la ferme de John Higgins, où le canot menaçait d'emporter les bâtiments, partit avec sa famille pour se réfugier sur les terres hautes. Malheureusement, il installa sur son bateau plat un gros tonneau qu'il estimait à une grande valeur. En arrivant près de Calico, à un mille au-dessous de l'endroit, l'animal affaibli essaya de sauter les jeunes branches des arbres à travers lesquelles le bateau passait difficilement. Les efforts de l'homme furent vainement et les occupants eurent à peine le temps de se jeter à l'eau. L'animal désemparé se noya et les occupants furent entraînés par le courant. D'autres nègres ont été témoins de l'accident, mais ils n'ont pu porter aucun secours.

Les secours au "Christian Herald". Memphis, Tennessee, 14 avril. — Le "Christian Herald" de New-York, qui dirige le révérend T. De Witt Talmage, va envoyer sur le fleuve Mississippi des secours sur les îles Mississippi. Geo. A. Seaman, un représentant du journal, est arrivé de New-York à Memphis pour prendre la direction de l'expédition. Hier, M. Seaman a affrété le remorqueur Welome et a acheté deux tonnes de provisions. Jeudi matin le Welome partira pour son voyage, qui durera une semaine environ. M. Seaman distribuera des aliments aux nécessiteux. Cette expédition est entièrement indépendante du comité local de secours. Le délégué du "Christian Herald" espère secourir de nombreuses personnes avant l'arrivée des agents du gouvernement.

La mort du grand-duc de Mecklenbourg-Schwerin. Schwerin, 14 avril. — La version officielle de la mort à Cannes, France, samedi dernier, de Frédéric-François III, grand-duc de Mecklenbourg-Schwerin, est la suivante: Pendant l'absence de son médecin le grand-duc s'est rendu dans le jardin, comme il en avait l'habitude quand il respirait difficilement. Pris de vertige, probablement, il est tombé d'une grande hauteur dans la rue et s'est cassé l'épave dorsale. Transporté aussitôt dans sa résidence où il est mort paisiblement un peu d'heure après, après s'être entretenu avec les membres de sa famille. Les traités existants sont en son honneur.

Tragédie à Chicago. Chicago, 14 avril. — Un déjeunant, ce matin, Nathan Gester, un jeune homme de 23 ans, a été tué par son beau-père, John Perreller. Celui-ci a été arrêté par la police sur un coup de feu. Il a été transporté à l'hôpital St. Elizabeth, où il est mort dans la soirée.

Le Brooklyn. Philadelphie, Pennsylvania, 14 avril. — Le croiseur Brooklyn, qui avait subi quelques avaries dans la bataille formée dans la Delaware au mois de janvier dernier, a été avec succès remis à flot aujourd'hui après avoir été mis au sec et échoué à l'arsenal de Long Point. Le grand service est maintenant à l'œuvre dans la Delaware. Les dernières réparations lui seront données avant qu'il ne soit prêt à partir.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Monde Moderne. Paris, rue St-Benoit, No 5. Sommaire du No d'avril 1897. I. - Les questions de l'Académie française. II. - Les questions de l'Académie française. III. - Les questions de l'Académie française. IV. - Les questions de l'Académie française. V. - Les questions de l'Académie française. VI. - Les questions de l'Académie française. VII. - Les questions de l'Académie française. VIII. - Les questions de l'Académie française. IX. - Les questions de l'Académie française. X. - Les questions de l'Académie française. XI. - Les questions de l'Académie française. XII. - Les questions de l'Académie française.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

La participation des Etats-Unis à l'Exposition Universelle de 1900. Washington, 14 avril. — La première mesure tendant à la participation des Etats-Unis à l'exposition universelle de Paris, en 1900, a été prise par le gouvernement de la façon suivante: Le sénateur Mason, de l'Illinois, a présenté au Sénat une résolution conjointe acceptant l'invitation et enjoignant la nomination d'un commissaire général, d'un sous-commissaire et de neuf experts scientifiques pour représenter les Etats-Unis. Un crédit de \$750,000 sera alloué pour les dépenses de l'exposition des Etats-Unis. En outre, cette résolution enjoignant au président des Etats-Unis de notifier le gouvernement des Etats du désir du gouvernement de prendre part à l'Exposition de Paris et de leur demander de prendre les mesures nécessaires pour la représentation des Etats et des territoires.

Les plaques enroulées américaines. Washington, 14 avril. — Par suite des résultats satisfaisants donnés par les plaques enroulées américaines envoyées jusqu'à présent en Russie, le gouvernement de ce pays a demandé au fondation de Carnegie et de Bethlehem de proposer des soumissions pour la fourniture de plaques destinées à deux navires de guerre.

Message du président McKinley. Washington, 14 avril. — Le président McKinley a envoyé aujourd'hui un message demandant au congrès le vote d'un crédit suffisant pour une digne participation des Etats-Unis à l'exposition universelle de Paris, en 1900. Ce message est ainsi conçu: Au Sénat et à la Chambre des Représentants. Par le présent je soumette à la considération des deux Chambres du Congrès un rapport de certains d'Etat exposant la nécessité d'une prompte décision permettant au gouvernement des Etats-Unis d'accepter l'invitation de la République Française et de participer à l'exposition universelle de Paris, en 1900. Les recommandations faites dans le rapport ont reçu mon approbation la plus cordiale, et je demande au Congrès, à l'occasion de cette grande entreprise internationale, telle mesure qui réponde convenablement aux vœux universellement exprimés et à l'attente de nos inventeurs et de nos producteurs d'une nouvelle occasion précieuse de fortifier les positions qu'ils ont déjà acquises dans le monde des découvertes et de l'industrie. Et l'amitié traditionnelle qui unit les Etats-Unis et la France, les avantages mutuels qui résulteront du développement de leurs relations commerciales ne sont pas des facteurs moins importants que les intérêts individuels qui profiteront d'une nouvelle participation à une grande exposition française, surtout en ce qui rappelle que ce projet est conçu à un degré de perfection et avec une magnificence qui surpassent toutes les expositions européennes de la fin du siècle. Il est stèle que j'appelle sur la nécessité d'une prompte action, car si un crédit convenable n'était pas voté pendant la session actuelle, le renvoi de la question à près d'un an de date ne pourrait qu'être très désavantageux pour les Etats-Unis, en vue des préparatifs importants déjà commencés par d'autres gouvernements, et du danger qu'un délai puisse avoir pour résoudre un aspect insuffisant pour le pays ainsi bien qu'une organisation incomplète de l'exposition américaine. WILLIAM MCKINLEY, Palais de l'Exécutif, Washington, le 14 avril 1897.

Le Brooklyn. Philadelphie, Pennsylvania, 14 avril. — Le croiseur Brooklyn, qui avait subi quelques avaries dans la bataille formée dans la Delaware au mois de janvier dernier, a été avec succès remis à flot aujourd'hui après avoir été mis au sec et échoué à l'arsenal de Long Point. Le grand service est maintenant à l'œuvre dans la Delaware. Les dernières réparations lui seront données avant qu'il ne soit prêt à partir.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

La participation des Etats-Unis à l'Exposition Universelle de 1900. Washington, 14 avril. — La première mesure tendant à la participation des Etats-Unis à l'exposition universelle de Paris, en 1900, a été prise par le gouvernement de la façon suivante: Le sénateur Mason, de l'Illinois, a présenté au Sénat une résolution conjointe acceptant l'invitation et enjoignant la nomination d'un commissaire général, d'un sous-commissaire et de neuf experts scientifiques pour représenter les Etats-Unis. Un crédit de \$750,000 sera alloué pour les dépenses de l'exposition des Etats-Unis. En outre, cette résolution enjoignant au président des Etats-Unis de notifier le gouvernement des Etats du désir du gouvernement de prendre part à l'Exposition de Paris et de leur demander de prendre les mesures nécessaires pour la représentation des Etats et des territoires.

Les plaques enroulées américaines. Washington, 14 avril. — Par suite des résultats satisfaisants donnés par les plaques enroulées américaines envoyées jusqu'à présent en Russie, le gouvernement de ce pays a demandé au fondation de Carnegie et de Bethlehem de proposer des soumissions pour la fourniture de plaques destinées à deux navires de guerre.

Message du président McKinley. Washington, 14 avril. — Le président McKinley a envoyé aujourd'hui un message demandant au congrès le vote d'un crédit suffisant pour une digne participation des Etats-Unis à l'exposition universelle de Paris, en 1900. Ce message est ainsi conçu: Au Sénat et à la Chambre des Représentants. Par le présent je soumette à la considération des deux Chambres du Congrès un rapport de certains d'Etat exposant la nécessité d'une prompte décision permettant au gouvernement des Etats-Unis d'accepter l'invitation de la République Française et de participer à l'exposition universelle de Paris, en 1900. Les recommandations faites dans le rapport ont reçu mon approbation la plus cordiale, et je demande au Congrès, à l'occasion de cette grande entreprise internationale, telle mesure qui réponde convenablement aux vœux universellement exprimés et à l'attente de nos inventeurs et de nos producteurs d'une nouvelle occasion précieuse de fortifier les positions qu'ils ont déjà acquises dans le monde des découvertes et de l'industrie. Et l'amitié traditionnelle qui unit les Etats-Unis et la France, les avantages mutuels qui résulteront du développement de leurs relations commerciales ne sont pas des facteurs moins importants que les intérêts individuels qui profiteront d'une nouvelle participation à une grande exposition française, surtout en ce qui rappelle que ce projet est conçu à un degré de perfection et avec une magnificence qui surpassent toutes les expositions européennes de la fin du siècle. Il est stèle que j'appelle sur la nécessité d'une prompte action, car si un crédit convenable n'était pas voté pendant la session actuelle, le renvoi de la question à près d'un an de date ne pourrait qu'être très désavantageux pour les Etats-Unis, en vue des préparatifs importants déjà commencés par d'autres gouvernements, et du danger qu'un délai puisse avoir pour résoudre un aspect insuffisant pour le pays ainsi bien qu'une organisation incomplète de l'exposition américaine. WILLIAM MCKINLEY, Palais de l'Exécutif, Washington, le 14 avril 1897.

Le Brooklyn. Philadelphie, Pennsylvania, 14 avril. — Le croiseur Brooklyn, qui avait subi quelques avaries dans la bataille formée dans la Delaware au mois de janvier dernier, a été avec succès remis à flot aujourd'hui après avoir été mis au sec et échoué à l'arsenal de Long Point. Le grand service est maintenant à l'œuvre dans la Delaware. Les dernières réparations lui seront données avant qu'il ne soit prêt à partir.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

Le Sénat mexicain. Mexico, 14 avril. — Le sénat mexicain a commencé la discussion de traités fixant la frontière entre le Mexique et la colonie anglaise de Belize. Ce traité a été négocié par le ministre des affaires étrangères, M. Mariscal, et le ministre d'Angleterre, Sir Spencer St. John. Le Sénat en avait retardé la discussion à cause des clamours populaires qu'il avait soulevés, quoiqu'il ne constituât aucunement un abandon des droits territoriaux du Mexique. Une violente irritation existait contre l'Angleterre, pour ce qu'on croyait une occupation d'un territoire mexicain, mais le temps s'est écoulé et il a été démontré que la question politique était de régler la question de frontière. Il est fort probable aujourd'hui que le traité sera ratifié. Les intérêts financiers et commerciaux sont en faveur du règlement définitif de cette question, car des difficultés pourraient être soulevées dans l'avenir. La Chambre basse du congrès mexicain discute un traité général d'extradition sur lequel tous les traités conclus à l'avenir seront basés. Les traités existants sont tous en son honneur.

La participation des Etats-Unis à l'Exposition Universelle de 1900. Washington, 14 avril. — La première mesure tendant à la participation des Etats-Unis à l'exposition universelle de Paris, en 1900, a été prise par le gouvernement de la façon suivante: Le sénateur Mason, de l'Illinois, a présenté au Sénat une résolution conjointe acceptant l'invitation et enjoignant la nomination d'un commissaire général, d'un sous-commissaire et de neuf experts scientifiques pour représenter les Etats-Unis. Un crédit de \$750,000 sera alloué pour les dépenses de l'exposition des Etats-Unis. En outre, cette résolution enjoignant au président des Etats-Unis de notifier le gouvernement des Etats du désir du gouvernement de prendre part à l'Exposition de Paris et de leur demander de prendre les mesures nécessaires pour la représentation des Etats et des territoires.

Les plaques enroulées américaines. Washington, 14 avril. — Par suite des résultats satisfaisants donnés par les plaques enroulées américaines envoyées jusqu'à présent en Russie, le gouvernement de ce pays a demandé au fondation de Carnegie et de Bethlehem de proposer des soumissions pour la fourniture de plaques destinées à deux navires de guerre.

Message du président McKinley. Washington, 14 avril. — Le président McKinley a envoyé aujourd'hui un message demandant au congrès le vote d'un crédit suffisant pour une digne participation des Etats-Unis à l'exposition universelle de Paris, en 1900. Ce message est ainsi conçu: Au Sénat et à la Chambre des Représentants. Par le présent je soumette à la considération des deux Chambres du Congrès un rapport de certains d'Etat exposant la nécessité d'une prompte décision permettant au gouvernement des Etats-Unis d'accepter l'invitation de la République Française et de participer à l'exposition universelle de Paris, en 1900. Les recommandations faites dans le rapport ont reçu mon approbation la plus cordiale, et je demande au Congrès, à l'occasion de cette grande entreprise internationale, telle mesure qui réponde convenablement aux vœux universellement exprimés et à l'attente de nos inventeurs et de nos producteurs d'une nouvelle occasion précieuse de fortifier les positions qu'ils ont déjà acquises dans le monde des découvertes et de l'industrie. Et l'amitié traditionnelle qui unit les Etats-Unis et la France, les avantages mutuels qui résulteront du développement de leurs relations commerciales ne sont pas des facteurs moins importants que les intérêts individuels qui profiteront d'une nouvelle participation à une grande exposition française, surtout en ce qui rappelle que ce projet est conçu à un degré de perfection et avec une magnificence qui surpassent toutes les expositions européennes de la fin du siècle. Il est stèle que j'appelle sur la nécessité d'une prompte action, car si un crédit convenable n'était pas voté pendant la session actuelle, le renvoi de la question à près d'un an de date ne pourrait qu'être très désavantageux pour les Etats-Unis, en vue des préparatifs importants déjà commencés par d'autres gouvernements, et du danger qu'un délai puisse avoir pour résoudre un aspect insuffisant pour le pays ainsi bien qu'une organisation incomplète de l'exposition américaine. WILLIAM MCKINLEY, Palais de l'Exécutif, Washington, le 14 avril 1897.